|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2022 Genève, 21-31 mars 2022** |  |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: PL 1.5** | **Document C22/77-F** |
| **7 mars 2022** |
| **Original: anglais** |
| Contribution de la Grèce | |
| RENFORCER LES MESURES POUR LA SÉCURITÉ DES ENFANTS À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE | |

|  |
| --- |
| Résumé  Comme l'illustre la présente contribution, l'accès aux services numériques a fortement progressé en Grèce pendant la pandémie de COVID-19. Elle décrit à cet égard le rôle essentiel du Centre grec pour un Internet plus sûr (CIS), sa participation active à l'édition de 2021 du Forum sur la gouvernance de l'Internet et l'étroite collaboration qu'il entretient avec l'Agence européenne pour la cybersécurité (ENISA).  Suite à donner  Dans la présente contribution, il est demandé au Conseil de l'UIT d'inviter les autres États Membres à informer le secrétariat de l'UIT et le Groupe de travail du Conseil sur la protection en ligne des enfants (GTC-COP) du bilan de leur action s'agissant de protéger les enfants contre les risques qui se font jour dans l'espace numérique ainsi que des conséquences de la pandémie qui appelleraient des mesures particulières aux niveaux national, régional et mondial. En outre, le Gouvernement de la Grèce demande à l'UIT de renforcer sa coopération avec l'ENISA dans ce secteur, l'accent étant mis en particulier sur le rôle que jouent les lignes directrices de l'UIT sur la protection en ligne des enfants pour assurer la sécurité des enfants à l'ère du numérique partout dans le monde  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Références  Contribution de la Grèce soumise à la 15ème réunion du GTC-COP ([CWG‑COP‑15/INF/1](https://www.itu.int/md/meetingdoc.asp?lang=en&parent=S19-CLCWGCOP15-INF-0001)), telle qu'elle est décrite dans le Rapport de 2019 du GTC‑COP, qui fait état des activités du Centre grec pour un Internet plus sûr (CIS) et des divers programmes adoptés au niveau national en coordination avec d'autres partenaires. |

Le Secrétariat général des télécommunications et des postes (SGTP) du Ministère grec de la gouvernance numérique a pour mission d'élaborer et appliquer une politique nationale et un cadre institutionnel afin de mettre en place une infrastructure large bande résiliente qui permettra de renforcer l'économie et de rendre l'information plus accessible à tous les citoyens, l'accent étant mis sur le libre accès à tous les services publics numériques. En outre, le SGTP représente le Gouvernement de la Grèce au sein des organismes de normalisation européens et des organisations de normalisation, coordonne la participation des établissements universitaires et des parties prenantes aux activités de normalisation, soutient les initiatives nationales et mène des activités de liaison auprès d'instances internationales. Au nombre de ces initiatives nationales figure le Centre grec pour un Internet plus sûr (CIS).

Le CIS travaille en réseau au niveau national avec tous les acteurs concernés (ministères, autorités de police, fournisseurs de services Internet, organisations non gouvernementales ou encore associations de consommateurs) et rassemble ces acteurs en une seule instance unifiée, le Conseil consultatif du CIS, qui se réunit une fois par an. Le CIS s'occupe d'un grand nombre de questions, souvent quand telle ou telle question se révèle importante se révèle au gré des circonstances (comme l'enseignement à distance, qui est apparu comme une question centrale pendant le confinement, les troubles de santé mentale ou la diffusion de contenus à caractère sexuel auto‑produits résultant du confinement lié au COVID-19). Certains sujets figurent sur la liste permanente de sujets du Centre, tandis que d'autres sont inclus à mesure qu'ils se présentent. Parmi les sujets couverts, on citera notamment l'envoi de messages à caractère sexuel, la manipulation psychologique, l'utilisation des médias sociaux, l'utilisation excessive, la cyberintimidation, la protection des données personnelles, la réputation en ligne, les webcams, l'hameçonnage, les jeux en ligne, les droits de propriété intellectuelle, les fausses nouvelles, les jouets connectés, le système PEGI, la connaissance des médias, les contenus en ligne positifs, les contenus inappropriés, l'image corporelle, les mauvaises pratiques numériques, les défis en ligne, la sextorsion, la confidentialité en ligne, le Règlement général sur la protection des données (RGPD), la cybersécurité, les discours de haine, les achats en ligne, la fraude en ligne, la désintoxication numérique, les systèmes d'authentification à deux facteurs, l'apprentissage à distance, l'identité en ligne, la sécurité des mots de passe, la violence sexiste, etc. La liste est longue et ne cesse de s'enrichir.

Certaines des principales réalisations du CIS sont:

1) La réalisation d'une campagne d'information à grande échelle, en collaboration avec l'Agence nationale de cybersécurité du Ministère de la Gouvernance numérique, sur la cybersécurité et la protection contre la fraude en ligne. À cet égard, le CIS a déjà organisé, et continuera d'organiser plusieurs séminaires de formation sur des questions de cybersécurité (par exemple, la sécurité des méthodes d'authentification numérique ou la prévention de la fraude en ligne) qui s'avèrent importantes dans le contexte du COVID-19. En outre, deux brèves vidéos ont été réalisées et diffusées afin de promouvoir les principaux messages de la campagne.

2) Une collaboration étroite avec le Service grec de lutte contre la cybercriminalité, à la faveur d'une participation occasionnelle aux réunions du Conseil consultatif. Dans le cadre de sa ligne d'assistance téléphonique, SafeLine, le CIS collabore avec le Service de lutte contre la cybercriminalité de la police grecque et établit des rapports sur les contenus et les activités illicites sur Internet.

3) Une assistance pour l'atelier organisé dans le cadre de l'édition de 2021 du Forum sur la gouvernance de l'Internet, sur le thème "Mind the Gender Gap OR Mend the Gender Gap" (Disparités hommes-femmes: constater OU agir?), avec des contributions de Mme Maria Spyraki (membre du Parlement européen) et d'un membre du conseil grec pour la jeunesse.

4) Depuis 2018, le CIS est le référent national pour la réalisation des campagnes menées dans le cadre du mois européen de la cybersécurité de l'ENISA (ECSM).

Principaux enjeux

La Grèce est un pays qui s'est rapidement transformé ces dernières années pour devenir un centre d'affaires international, fruit de la vision du gouvernement qui entend faire de la Grèce une "nation intelligente" afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens et de contribuer à leur bien‑être. En décembre 2020, le Gouvernement de la Grèce a signé la Déclaration de Berlin sur la société numérique et une administration numérique basée sur des valeurs, et ce faisant, a renouvelé son engagement – aux côtés d'autres États Membres de l'UE – en faveur d'une transformation numérique qui permette aux citoyens et aux entreprises de bénéficier des avantages et des débouchés offerts par les technologies numériques actuelles.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la vulnérabilité de nos économies et de nos sociétés et a radicalement modifié le rôle des services numériques dans notre vie quotidienne. Elle a renforcé la demande en matière de services de connectivité: les volumes de trafic de données ont connu une croissance spectaculaire de près de 70% étant donné que les gens s'en sont remis entièrement aux services numériques pour travailler et étudier à domicile, rester en contact avec leur famille et leurs amis ou effectuer des achats en ligne. Si le COVID-19 a constitué une menace de santé publique majeure, entraînant des taux élevés de morbidité et de mortalité au sein de la population, le Gouvernement de la Grèce a réagi avec spontanéité en transformant la crise en une occasion de mettre en place de nouvelles réformes pour la transition numérique du pays, de supprimer des obstacles administratifs, de créer un cadre favorable aux investissements, d'améliorer la gouvernance numérique et d'adapter les nouvelles technologies.

Le graphique ci-après présente les données relatives aux derniers indicateurs génériques sur la société de l'information pour la Grèce, en comparaison avec la moyenne européenne. Les indicateurs statistiques correspondent aux données d'[Eurostat](https://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database) à la date d'élaboration du graphique. En Grèce, plus de 1 500 processus administratifs ont été informatisés ces dernières années, ce qui a permis de réaliser 8,8 millions de transactions en 2018 et 567 millions de transactions en 2021.

Chart, line chart

Description automatically generated

**UE des 27**

**Grèce**

Nombre d'individus (%) utilisant l'Internet pour obtenir des informations auprès des autorités publiques en Grèce.

Compte tenu des données ci-dessus, qui témoignent de la forte augmentation du nombre de transactions numériques, le CIS a lancé une campagne vigoureuse, qui prévoit la réalisation de plus de 50 entretiens de télévision en un an, la publication de plus de 600 articles sur la sécurité sur Internet, la production de plus de 200 supports pédagogiques multimédias et le renforcement de la collaboration avec le Ministère de la gouvernance numérique, le Ministère de l'éducation, de la recherche et des affaires religieuses et le Ministère de la protection civile. En outre, le Ministère de la gouvernance numérique collabore étroitement avec le coordonnateur du CIS, qui est un représentant officiel de la Grèce au sein du Groupe d'experts de la Commission européenne sur un Internet plus sûr pour les enfants.

La protection des enfants sur Internet est un enjeu mondial, et la Grèce se félicite des lignes directrices de l'UIT sur la protection des enfants en ligne, consciente des possibilités offertes par celles-ci de renforcer les capacités humaines dans ce domaine, de consolider la coopération avec les parties prenantes nationales tout en se rapprochant des parties prenantes de la Communauté européenne, et de relever le défi de la mise en œuvre de la sécurité des enfants et des jeunes sur Internet. À cet égard, notre première initiative, parallèlement à la stratégie nationale que nous menons sur le terrain, a consisté à renforcer l'infrastructure, en vue de relier chaque école à l'Internet et chaque jeune à l'information.

Pour améliorer le niveau de connectivité des écoles, les connexions existantes sont mises à niveau progressivement vers des connexions VDSL ou fibre optique, dans le cadre du réseau scolaire grec, géré par la société GRNET.

L'un des partenaires susceptibles de jouer un rôle au niveau régional est l'ENISA, organisme européen spécialisé pour la cybersécurité, qui a ses locaux à Athènes, et contribue à la politique de l'UE en matière de cybersécurité, améliore la confiance dans les produits, services et processus de TIC par des systèmes de certification de la cybersécurité, coopère avec les États membres et les organes de l'UE et aide l'Europe à se préparer aux enjeux du cyberespace de demain. L'ENISA soutient activement la Journée pour un Internet plus sûr depuis plus de neuf ans, et a entrepris plusieurs études sur le sujet, sur la confidentialité et la sécurité dans les nuages de données personnelles et sur les bonnes pratiques numériques.

Dans le cadre de notre collaboration avec d'autres communautés au niveau national, les principaux enjeux que nous avons relevés sont les suivants:

1) **Recenser les tendances nouvelles**: Compte tenu de la pandémie de COVID-19, le CIS s'est attaché à mettre en évidence les risques et les tendances apparus en raison de la crise. Les grandes questions examinées à ce titre sont notamment la surexposition en ligne et la production de contenus à caractère sexuel, la diffusion en continu de contenus inappropriés ou illicites, l'utilisation excessive de l'Internet et des jeux, les troubles de santé mentale consécutifs à l'utilisation prolongée des technologies en ligne par les jeunes, ainsi que d'autres questions relatives à la confidentialité. Des supports pédagogiques sont élaborés et des séances de formation organisées au sujet des questions ci-dessus, pour souligner à la fois les avantages et les possibilités qu'offrent les technologies numériques.

2) **Prendre des mesures pour renforcer la confiance dans les services numériques**: La pandémie de COVID-19 a amorcé une transformation numérique soudaine, qui a obligé les individus, les enfants et les parents, à prendre, presque du jour au lendemain, un virage numérique dans leur vie. La transition a été encore plus abrupte dans les zones rurales de la Grèce, où la maturité numérique de la société reste limitée par rapport aux zones urbaines et suburbaines. Le CIS prend des mesures pour renforcer la confiance dans la transformation numérique et les services numériques, en accompagnant les personnes (en particulier dans les zones rurales) pour qu'elles deviennent des utilisateurs plus avertis et responsables des technologies numériques.

3) **Atteindre les groupes vulnérables, œuvrer en faveur de l'inclusion**: Si le CIS a toujours été attentif aux groupes les plus vulnérables de la société, il veille à ce que des séances de formation spécialisées soient organisées dans diverses communes et régions en utilisant des moyens plus structurés afin de repérer les autres groupes vulnérables qui n'ont pas toujours reçu l'attention voulue.

Proposition

Dans la présente contribution, il est demandé au Conseil de l'UIT d'inviter les autres États Membres à informer le secrétariat de l'UIT et le GTC-COP du bilan de leur action s'agissant de protéger des enfants contre les risques qui se font jour dans l'espace numérique ainsi que des conséquences de la pandémie qui appelleraient des mesures particulières aux niveaux national, régional et mondial. En outre, le Gouvernement de la Grèce demande à l'UIT de renforcer sa coopération avec l'ENISA dans ce secteur, l'accent étant mis en particulier sur le rôle que jouent les lignes directrices de l'UIT sur la protection en ligne des enfants pour assurer la sécurité des enfants à l'ère du numérique partout dans le monde.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_